

DOCUMENTS DE SÉANCE

1969 - 1970

8 OCTOBRE 1969

DOCUMENT 115

Rapport

fait au nom de la commission des relations avec les pays africains et malgache

sur les propositions de la Commission des Communautés
européennes au Conseil concernant

- cinq règlements relatifs aux régimes applicables aux produits ci-après, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer :
 - viandes bovines
 - riz et brisures de riz
 - produits oléagineux
 - produits transformés à base de céréales et de riz
 - produits transformés à base de fruits et légumes
- un règlement prévoyant des mesures dérogatoires en ce qui concerne les importations dans les départements d'outre-mer de la République française de certains produits agricoles originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer (doc. 97/69)
- un règlement modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (doc. 105/69)

Rapporteur M. Briot

Le 29 juillet 1969, le Parlement européen a été consulté par le Conseil des Communautés européennes, conformément à l'article 43 du traité C.E.E., sur

— cinq projets de règlements relatifs aux régimes applicables aux produits ci-après, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer :

- viandes bovines,
- riz et brisures de riz,
- produits oléagineux,
- produits transformés à base de céréales et de riz,
- produits transformés à base de fruits et légumes ;

— un projet de règlement prévoyant des mesures dérogatoires en ce qui concerne les importations dans les départements d'outre-mer de la République française de certains produits agricoles originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer (doc. 97/69).

Le 17 septembre, le Parlement européen a été consulté par le Conseil des Communautés européennes, conformément à l'article 43 du traité C.E.E., sur la proposition de règlement modifiant le règlement n° 1 009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (doc. 105/69).

Ces deux documents ont été renvoyés, respectivement le 4 septembre et le 23 septembre 1969, à la commission des relations avec les pays africains et malgache pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture.

Le 15 septembre 1969, la commission des relations avec les pays africains et malgache a nommé M. Briot rapporteur. La présente proposition de résolution et l'exposé des motifs y afférent ont été adoptés à l'unanimité par la Commission lors de sa réunion du 6 octobre 1969.

Étaient présents : MM. Achenbach, président, Metzger, vice-président, Briot, rapporteur, Cointat (suppléant M. Hunault), Dewulf, Laudrin, Santero et Spénale.

Sommaire

A — Proposition de résolution	3	— Importations dans les départements français d'outre-mer de certains produits agricoles des pays associés	17
B — Exposé des motifs	14	— Modification du règlement n° 1 009/67/CEE concernant les importations aux Pays-Bas de sucre originaire du Surinam	17
— Introduction	14	— Conclusions	18
— Viandes bovines	14	Annexe I: Avis de la commission de l'agriculture sur le document 97/69	19
— Riz et brisures de riz	15	Annexe II: Avis de la commission de l'agriculture sur le document 105/69	20
— Produits oléagineux	15		
— Produits transformés à base de céréales et de riz	17		
— Produits transformés à base de fruits et légumes	17		

A

La commission des relations avec les pays africains et malgache soumet, sur la base de l'exposé des motifs ci-joint, au vote du Parlement européen la proposition de résolution suivante :

Proposition de résolution

portant avis du Parlement européen sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant

- **cinq règlements relatifs aux régimes applicables aux produits ci-après, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer :**
 - viandes bovines
 - riz et brisures de riz
 - produits oléagineux
 - produits transformés à base de céréales et de riz
 - produits transformés à base de fruits et légumes
- **un règlement prévoyant des mesures dérogatoires en ce qui concerne les importations dans les départements d'outre-mer de la République française de certains produits agricoles originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer**
- **un règlement modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre**

Le Parlement européen,

- vu les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil ⁽¹⁾,
- consulté par le Conseil conformément à l'article 43 du traité C.E.E. (doc. 97/69 et 105/69),
- vu le rapport de la commission des relations avec les pays africains et malgache et les avis de la commission de l'agriculture (doc. 115/69),
- a) *En ce qui concerne les propositions de règlements autres que celle relative aux produits transformés à base de céréales et de riz*

1. Approuve ces propositions de règlement, qui — prenant en considération les intérêts des pays associés pour la plupart des produits agricoles soumis dans la Communauté à une organisation commune des marchés — visent pour l'essentiel à améliorer les régimes d'importation par rapport à ceux établis en vertu de l'ancienne convention d'association avec les E.A.M.A. ;

2. Constate avec regret que le régime proposé pour les produits oléagineux des pays associés ne reprend qu'une partie des avantages qui étaient jusqu'à présent consentis aux E.A.M.A. et invite la Commission et le Conseil des Communautés à faire le plus large recours, pour ces produits, aux possibilités d'aide offertes par l'article 20 de la nouvelle convention de Yaoundé ;

3. Invite le Conseil à donner sans délai une suite concrète à ces propositions, afin que les nouveaux régimes d'importation puissent entrer rapidement en application ;

⁽¹⁾ J.O. n° C 123 du 12 septembre 1969, p. 17, et J.O. n° C 127 du 4 octobre 1969, p. 1.

b) *En ce qui concerne la proposition de règlement relative aux produits transformés à base de céréales et de riz*

4. Invite la Commission des Communautés à faire sienne la modification suivante conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité C.E.E. ;

5. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport de sa commission compétente au Conseil et à la Commission des Communautés, ainsi que, pour information, aux présidents des Parlements des États associés.

Propositions de la Commission au Conseil relatives aux régimes applicables aux produits agricoles originaires des États africains et malgache associés et des pays et territoires d'outre-mer

I

Proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif au régime applicable aux viandes bovines originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 28 et 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté prévoit que, pour les produits agricoles qui font l'objet d'une organisation commune des marchés et lorsqu'il existe un intérêt économique des États associés à l'exportation de ces produits, la Communauté fixe un régime d'importation pour les produits originaires de ces États, plus favorable que le régime général applicable aux mêmes produits originaires des pays tiers ;

considérant que la décision du Conseil, du, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne prévoit des dispositions identiques en ce qui concerne les produits agricoles originaires de ces pays et territoires ;

considérant que le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, instaure un régime des échanges avec les pays tiers comportant la perception à l'importation, d'une part, de droits de douane, et, d'autre part, de prélèvements ;

considérant que l'obligation de la Communauté vis-à-vis des États, pays et territoires associés peut être remplie en exonérant les produits de ce secteur, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, de l'application des droits de douane ;

(à insérer un considérant rappelant les engagements à prendre par les États, pays et territoires associés) ;

considérant que, compte tenu de ces engagements, il est possible de prévoir, en outre, la perception d'un prélèvement réduit à l'importation des viandes congelées originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer permettant la réalisation de prix plus élevés à l'exportation des produits en cause ;

considérant qu'il est de l'intérêt commun de mettre en application les mesures visées ci-dessus sans attendre l'entrée en vigueur de la convention d'association et la décision du Conseil précitées ;

considérant qu'il a été procédé aux consultations avec les États associés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

Les droits de douane pour les produits visés à l'article 1 du règlement (CEE) n° 805/68, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, ne sont pas appliqués.

⁽¹⁾ J.O. n° 148 du 28 juin 1968, p. 24.

Article 2

1. Le prélèvement applicable à l'importation des viandes congelées reprises à l'annexe section c du règlement (CEE) n° 805/68, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, est égal à la moitié du prélèvement effectivement appliqué à l'importation des produits en cause, conformément aux dispositions des articles 13 et 14 dudit règlement.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont applicables que si le prix d'offre de la viande congelée, ajusté en fonction des différences éventuelles de qualité par rapport à la qualité retenue pour la fixation du prix du marché mondial visé à l'article 13, paragraphe 2, sous b, du règlement (CEE) n° 805/68, est égal ou supérieur à ce dernier prix, majoré de l'incidence du droit de douane et de la moitié du montant du prélève-

ment visé au paragraphe 2 précité et effectivement appliqués à l'importation du produit en cause en provenance des pays tiers.

3. Les modalités d'application du paragraphe 2 sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 27 du règlement (CEE) n° 805/68.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 1969. Il est applicable jusqu'à l'expiration de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

II

Proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif au régime applicable aux riz et brisures de riz originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté prévoit que, pour les produits agricoles qui font l'objet d'une organisation commune des marchés et lorsqu'il existe un intérêt économique des États associés à l'exportation de ces produits, la Communauté fixe un régime d'importation pour les produits originaires de ces États, plus favorable que le régime général applicable aux mêmes produits originaires des pays tiers ;

considérant que la décision du Conseil, du, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne prévoit des dispositions identiques en ce qui concerne les produits agricoles originaires de ces pays et territoires ;

considérant que le règlement n° 359/67/CEE du Conseil, du 25 juillet 1967, portant organisa-

tion commune du marché du riz ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1603/68 ⁽²⁾, institue un régime de prélèvement applicable lors de l'importation dans la Communauté ;
(à insérer un considérant rappelant les engagements à prendre par les États, pays et territoires associés)

considérant que, compte tenu de ces engagements, il est possible de remplir l'obligation de la Communauté vis-à-vis des États, pays et territoires associés par l'instauration d'un régime particulier d'importation prévoyant la perception d'un prélèvement à l'importation du riz et des brisures originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, déterminé en fonction de ces prix d'offre minima et permettant ainsi la réalisation de prix plus élevés à l'exportation des produits en cause ;

considérant qu'il convient, d'autre part, d'octroyer aux importations des riz et brisures originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer une réduction du prélèvement ainsi établi, pour favoriser les importations de riz et brisures de ces origines ;

considérant qu'il est de l'intérêt commun de mettre en application les mesures visées ci-dessus

⁽¹⁾ J.O. n° 174 du 31 juillet 1967, p. 1.

⁽²⁾ J.O. n° L 253 du 16 octobre 1968, p. 5.

sans attendre l'entrée en vigueur de la convention d'association et la décision du Conseil précitées ;

considérant qu'il a été procédé aux consultations avec les États associés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

1. Le prélèvement applicable à l'importation de riz ou de brisures originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer est égal par 100 kilogrammes de produits :

- a) pour le riz décortiqué au prix de seuil diminué :
 - d'un prix caf particulier fixé à 17,00 unités de compte et
 - d'un montant de 0,35 unité de compte ;
- b) pour le riz paddy au prix de seuil du riz décortiqué ajusté en fonction du taux de conversion, des frais d'usinage et de la valeur des sous-produits à retenir pour la conversion du stade décortiqué au stade paddy diminué :
 - d'un prix caf particulier fixé à 12,84 unités de compte et
 - d'un montant de 0,28 unité de compte ;
- c) pour le riz blanchi au prix de seuil diminué :
 - d'un prix caf particulier fixé à 21,40 unités de compte et
 - d'un montant de 0,45 unité de compte ;
- d) pour le riz semi-blanchi au prix de seuil du riz blanchi ajusté en fonction du taux de conversion, des frais d'usinage et de la valeur des sous-produits à retenir pour la conversion du stade blanchi à grains ronds au stade semi-blanchi à grains ronds, diminué :
 - d'un prix caf particulier fixé à 20,57 unités de compte et
 - d'un montant de 0,42 unité de compte ;
- e) pour les brisures aux prix de seuil diminué :
 - d'un prix caf particulier fixé à 11,50 unités de compte et
 - d'un montant de 0,25 unité de compte.

2. Toutefois, le prélèvement applicable à chacun des produits visés au paragraphe 1, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, ne peut dépasser le prélèvement visé à l'article 11 du règlement n° 359/67/CEE, diminué du montant

figurant au deuxième tiret des alinéas a, b, c, d ou e du paragraphe 1.

3. Les dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du règlement n° 359/67/CEE ne sont pas applicables aux prélèvements visés aux paragraphes précédents.

Article 2

Les dispositions de l'article 1 ne sont applicables que si le prix d'offre rendu caf est, pour chaque produit, égal ou supérieur au prix caf particulier fixé à l'article 1 pour le produit en question. Le prix d'offre rendu est ajusté en fonction des différences éventuelles de qualité par rapport à la qualité type pour laquelle est fixé le prix de seuil du riz décortiqué, ces différences étant elles-mêmes ajustées en fonction du taux applicable lors de la conversion du stade décortiqué au stade du produit offert.

Article 3

Au cas où les importations dans la Communauté de riz et brisures originaires d'un État, pays ou territoire associé dépasseraient au cours d'une année une quantité correspondant à la quantité moyenne des importations annuelles réalisées dans la Communauté, de l'origine considérée, pendant les trois dernières années pour lesquelles des statistiques sont disponibles, et augmentée de 5 %, l'application des dispositions de l'article 1 est totalement ou partiellement suspendue pour les produits de l'origine en cause, selon la procédure prévue à l'article 26 du règlement n° 359/67/CEE. Dans ce cas, la Commission fait rapport au Conseil qui arrête, sur proposition de la Commission et selon la procédure de vote prévue à l'article 43, paragraphe 2, du traité, le régime à appliquer aux importations en cause.

Article 4

Les modalités d'application du présent règlement sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 26 du règlement n° 359/67/CEE.

Article 5

Le règlement n° 404/67/CEE du Conseil, du 25 juillet 1967, relatif au régime applicable aux riz et brisures de riz originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 989/69 ⁽²⁾, est abrogé.

⁽¹⁾ J.O. n° 183 du 5 août 1967, p. 1.

⁽²⁾ J.O. n° L 130 du 31 mai 1969, p. 2.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 1969. Il est applicable jusqu'à l'expiration de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États

africains et malgache associés à cette Communauté.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

III

Proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif au régime applicable aux produits oléagineux originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 28 et 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté prévoit que, pour les produits agricoles qui font l'objet d'une organisation commune des marchés et lorsqu'il existe un intérêt économique des États associés à l'exportation de ces produits, la Communauté fixe un régime d'importation pour les produits originaires de ces États, plus favorable que le régime général applicable aux mêmes produits originaires des pays tiers ;

considérant que la décision du Conseil, du, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne, prévoit des dispositions identiques en ce qui concerne les produits agricoles originaires de ces pays et territoires ;

considérant qu'au titre du règlement n° 136/66/CEE, du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2146/68 ⁽²⁾, les importations de produits oléagineux, sauf l'huile d'olive et certains résidus provenant du traitement de corps gras et de l'extraction de l'huile d'olive, sont soumises au droit du tarif douanier commun ;

considérant que les obligations de la Communauté vis-à-vis des États, pays et territoires associés peuvent être remplies en éliminant les droits de douane et en mettant en œuvre en cas de besoin des mesures particulières, en ce qui

concerne les graines oléagineuses ; considérant qu'il a été procédé aux consultations avec les États associés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

Les droits de douane pour les produits visés à l'article 1, paragraphe 2, sous a et b, du règlement n° 136/66/CEE, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer ne sont pas appliqués.

Article 2

Dans le cas où les importations d'un des produits visés à l'article 1, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoire d'outre-mer, subiraient des modifications sensibles par rapport à une situation considérée comme normale, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission selon la procédure de vote prévue à l'article 43, paragraphe 2, du traité, après examen des circonstances entraînant ces modifications, met en œuvre, en cas de besoin, des mesures particulières ayant pour objet de remédier à cette situation.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté.

Il est applicable jusqu'à l'expiration de cette convention.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

⁽¹⁾ J.O. n° 172 du 30 septembre 1966, p. 3025.

⁽²⁾ J.O. n° L 314 du 31 décembre 1968, p. 1.

IV

Proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif au régime applicable aux produits transformés à base de céréales et de riz originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté prévoit que, pour les produits agricoles qui font l'objet d'une organisation commune des marchés et lorsqu'il existe un intérêt économique des États associés à l'exportation de ces produits, la Communauté fixe un régime d'importation pour les produits originaires de ces États, plus favorable que le régime général applicable aux mêmes produits originaires des pays tiers ;

considérant que la décision du Conseil, du, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne prévoit des dispositions identiques en ce qui concerne les produits agricoles originaires de ces pays et territoires ;

considérant que le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 831/69 ⁽²⁾, et le règlement n° 359/67/CEE du Conseil, du 25 juillet 1967, portant organisation commune du marché du riz ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1603/68 ⁽⁴⁾, instituent un régime de prélèvements applicable lors de l'importation dans la Communauté ;

considérant que les obligations de la Communauté vis-à-vis des États, pays et territoires associés peuvent être remplies en prévoyant, lors de l'importation des produits visés par les règlements précités, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, une diminution du prélèvement égale au montant de protection de l'industrie communautaire de transformation et, lors de l'importation de racines de manioc et de produits

⁽¹⁾ J.O. n° 117 du 19 juin 1967, p. 2269.

⁽²⁾ J.O. n° L 107 du 6 mai 1969, p. 1.

⁽³⁾ J.O. n° 174 du 31 juillet 1967, p. 1.

⁽⁴⁾ J.O. n° L 253 du 16 octobre 1968, p. 5.

fabriqués à partir de celles-ci, une diminution supplémentaire du prélèvement ; que, toutefois, la préférence qui en découle pour les racines de manioc peut être annihilée en cas d'application du taux du droit consolidé dans le cadre du G.A.T.T. ; qu'il convient, dès lors, de limiter le montant du prélèvement applicable aux importations de racines de manioc originaires des États, pays et territoires associés à un niveau inférieur à l'incidence de ce taux du droit consolidé ;

considérant qu'il est de l'intérêt commun de mettre en application les mesures visées ci-dessus sans attendre l'entrée en vigueur de la convention d'association et de la décision du Conseil précitées ;

considérant qu'il a été procédé aux consultations avec les États africains et malgache associés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

1. Le prélèvement applicable à l'importation des produits visés à l'annexe A du règlement n° 120/67/CEE et des produits visés à l'article 1, paragraphe 1, sous c du règlement n° 359/67/CEE, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, est diminué de l'élément fixe prévu pour chacun de ces produits.

En outre, l'élément mobile du prélèvement est diminué de 50 % pour les produits relevant des positions 07.06 B, 11.06, 11.08 A V du tarif douanier commun. Ce pourcentage peut être révisé tous les douze mois par le Conseil statuant sur proposition de la Commission, selon la procédure de vote prévue à l'article 43, paragraphe 2, du traité.

2. Toutefois, pour les produits relevant de la position 07.06 B, le montant des prélèvements perçu est limité à 5 % de la valeur en douane des produits.

Article 1

1. Le prélèvement applicable à l'importation des produits visés à l'annexe A du règlement n° 120/67/CEE et des produits visés à l'article 1, paragraphe 1, sous c du règlement n° 359/67/CEE, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, est diminué de l'élément fixe prévu pour chacun de ces produits.

En outre, l'élément mobile du prélèvement est diminué de 50 % pour les produits relevant des positions 07.06 B, 11.06 du tarif douanier commun ; **il est supprimé pour les produits relevant de la position 11.08 A V de ce tarif.** Ce pourcentage peut être révisé tous les douze mois par le Conseil statuant sur proposition de la Commission, selon la procédure de vote prévue à l'article 43, paragraphe 2, du traité.

2. inchangé

Article 2

Le règlement (CEE) n° 800/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif au régime applicable aux produits transformés à base de céréales et de riz originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 989/69⁽²⁾, est abrogé.

⁽¹⁾ J.O. n° L 149 du 29 juin 1968, p. 2.

⁽²⁾ J.O. n° L 130 du 31 mai 1969, p. 2.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 1969. Il est applicable jusqu'à l'expiration de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

V

Proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif au régime applicable aux produits transformés à base de fruits et légumes originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 28 et 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté prévoit que, pour les produits agricoles qui font l'objet d'une organisation commune des marchés et lorsqu'il existe un intérêt économique des États associés à l'exportation de ces produits, la Communauté fixe un régime d'importation pour les produits originaires de ces États, plus favorable que le régime général applicable aux mêmes produits originaires des pays tiers ;

considérant que la décision du Conseil du, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne prévoit des dispositions identiques en ce qui concerne les produits agricoles originaires de ces pays et territoires ;

considérant que le règlement (CEE) n° 865/68 du Conseil, du 28 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 455/69 ⁽²⁾, a instauré un régime des échanges

applicable à ces produits, comportant la perception à l'importation, d'une part, de droits de douane et, d'autre part, de prélèvements au titre des sucres divers d'addition ;

considérant que les obligations de la Communauté vis-à-vis des États, pays et territoires associés peuvent être remplies en exonérant lesdits produits originaires de ces États, pays et territoires de l'application des produits de douane ;

considérant qu'il convient, en outre, d'exempter les conserves d'ananas et les jus d'ananas de l'application des prélèvements sur les sucres divers d'addition ;

considérant qu'il a été procédé aux consultations avec les États associés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

Les droits de douane pour les produits visés à l'article 1 du règlement (CEE) n° 865/68 originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer ne sont pas appliqués.

Article 2

Le prélèvement au titre des sucres divers d'addition n'est pas appliqué aux importations de préparations ou de conserves d'ananas de la sous-position 20.06 B II a) 5 aa) et b) 5 aa) ainsi que de jus d'ananas de la sous-position 20.07 B

⁽¹⁾ J.O. n° L 153 du 1^{er} juillet 1968, p. 8.

⁽²⁾ J.O. n° L 81 du 2 avril 1969, p. 6.

II b) 5 aa) du tarif douanier commun, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la convention

d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté.

Il est applicable jusqu'à l'expiration de cette convention.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

VI

Proposition de règlement (CEE) du Conseil prévoyant des mesures dérogatoires en ce qui concerne les importations dans les départements d'outre-mer de la République française de certains produits agricoles originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté prévoit que, pour les produits agricoles qui font l'objet d'une organisation commune des marchés et lorsqu'il existe un intérêt économique des États associés à l'exportation de ces produits, la Communauté fixe un régime d'importation pour les produits originaires de ces États, plus favorable que le régime général applicable aux mêmes produits originaires des pays tiers ;

considérant que la décision du Conseil, du, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne prévoit des dispositions identiques en ce qui concerne les produits agricoles originaires de ces pays et territoires ;

considérant que par les règlements n° 120/67/CEE⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 831/69⁽²⁾, n° 121/67/CEE⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 830/68⁽⁴⁾, n° 339/67/CEE⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1603/69⁽⁶⁾, le Conseil a instauré un régime de prélèvements, applicable lors de l'importation dans la Communauté dans les secteurs des céréales, de la viande

de porc et du riz ; que le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine⁽⁷⁾, a instauré un régime d'échanges avec le pays tiers, comportant la perception à l'importation, d'une part, de droits de douane et, d'autre part, de prélèvements ;

considérant que le règlement (CEE) n° . . . / . . . du Conseil, du, relatif au régime applicable aux viandes bovines originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer⁽⁸⁾ exonère lesdits produits de l'application des droits de douane et prévoit sous certaines conditions la perception d'un prélèvement réduit ;

que le règlement (CEE) n° . . . / . . . du Conseil, du, relatif au régime applicable aux riz et brisures de riz originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer⁽⁹⁾ prévoit la perception d'un prélèvement desdits produits déterminé en fonction des prix d'offre minima à respecter ;

considérant que des courants d'échanges ont traditionnellement existé à partir des États, pays et territoires associés vers les départements d'outre-mer de la République française ;

considérant que, dans ces conditions, les régimes applicables aux viandes bovines ainsi qu'au riz, instaurés par les règlements cités ci-dessus, peuvent être valablement complétés en exemptant des prélèvements lesdits produits, originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer, importés dans les départements d'outre-mer de la République française ; qu'il convient d'étendre cette exemption également aux viandes de porc et au maïs des mêmes origines ;

(1) J.O. n° 117 du 19 juillet 1967, p. 2269.

(2) J.O. n° L 107 du 6 mai 1969, p. 1.

(3) J.O. n° 117 du 19 juin 1967, p. 2283.

(4) J.O. n° L 151 du 30 juin 1968, p. 23.

(5) J.O. n° 174 du 31 juillet 1967, p. 1.

(6) J.O. n° L 253 du 16 octobre 1968, p. 5.

(7) J.O. n° L 148 du 28 juin 1968, p. 24.

(8) Voir proposition de règlement I, p. 4.

(9) Voir proposition de règlement II, p. 5.

considérant qu'il est de l'intérêt commun de mettre en application les mesures visées ci-dessus sans attendre l'entrée en vigueur de la convention d'association et de la décision du Conseil précitées ;

considérant qu'il a été procédé aux consultations avec les États associés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

Les prélèvements ne sont pas appliqués pour les produits énumérés ci-après, lorsqu'ils sont originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans les départements d'outre-mer de la République française :

N° du tarif douanier commun	Désignation des marchandises
a) 01.02 A II	Animaux vivants de l'espèce bovine, des espèces domestiques, autres que les reproducteurs de race pure
02.01 A II a)	Viandes de l'espèce bovine domestique, fraîches, réfrigérées ou congelées
b) 01.03 A II	Animaux vivants de l'espèce porcine, des espèces domestiques, autres que des reproducteurs de race pure
02.01 A III a)	Viandes de l'espèce porcine domestique, fraîches, réfrigérées ou congelées

N° du tarif douanier commun	Désignation des marchandises
ex 02.01 B II	Abats de l'espèce porcine domestique, frais, réfrigérés ou congelés
02.06 B	Viandes et abats comestibles de l'espèce porcine domestique, salés ou en saumure, séchés ou fumés
ex 16.01	Saucisses, saucissons et similaires, de viande, d'abats ou de sang de l'espèce porcine
ex 16.02 A II	Autres préparations et conserves de viande ou d'abats, contenant du foie de l'espèce porcine
ex 16.02 B III a)	Autres préparations et conserves de viande ou d'abats, non dénommées, contenant de la viande ou des abats de l'espèce porcine domestique
c) 10.05	Maïs
d) 10.06	Riz

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 1969. Il est applicable jusqu'à l'expiration de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés à cette Communauté.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

VII

Proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant qu'en application du protocole relatif aux marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des États membres, annexé au traité, une certaine quantité de sucre du Surinam a pu être importée depuis plusieurs années aux Pays-Bas en franchise de droits de douane ;

considérant que l'instauration du régime des échanges avec les pays tiers prévus par le règle-

ment n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18 décembre 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n°, risque de perturber ce courant d'échange et qu'il convient d'autoriser le royaume des Pays-Bas à importer en franchise de prélèvements une certaine quantité de sucre originaire et en provenance du Surinam ;

considérant que l'importation en franchise de prélèvements de sucre du Surinam augmente les responsabilités financières de la Communauté ; qu'il convient de compenser dans une certaine mesure cette conséquence par une diminution de la quantité de base des Pays-Bas

(1) J.O. n° 308 du 18 décembre 1967, p. 1.

qui bénéficient d'une garantie totale de prix et d'écoulement ;

considérant qu'il convient de limiter ces mesures à la période pendant laquelle les dispositions du titre III du règlement n° 1009/67/CEE sont applicables,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

A l'article 14, paragraphe 1, du règlement n° 1009/67/CEE est ajouté l'alinéa suivant :

« Toutefois, jusqu'à la campagne sucrière 1974-1975, ce prélèvement n'est pas perçu lors de l'importation par les Pays-Bas de sucre originaire et en provenance du Surinam, jusqu'à concurrence de 8 000 tonnes par campagne sucrière, s'il est assuré que ce sucre ne peut être écoulé sur le marché intérieur à un prix qui, compte tenu des

caractéristiques du sucre importé, est inférieur au prix d'intervention du sucre blanc. »

Article 2

Le chiffre de « 550 000 » relatif à la quantité de base pour les Pays-Bas, figurant à l'article 23, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement n° 1009/67/CEE est remplacé par celui de « 546 000 ».

Article 3

Sans préjudice de la nouvelle fixation des quotas de base à la suite de la modification de la quantité de base par les Pays-Bas, le présent règlement est applicable à partir de la campagne sucrière 1970-1971.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

B

EXPOSÉ DES MOTIFS

Introduction

1. Aux termes de l'article 11 de la première convention de Yaoundé (1963), la Communauté européenne s'était engagée à prendre en considération, lors de l'établissement de sa politique agricole, les intérêts des États africains et malgache associés pour les produits de ces États homologues et concurrents de produits européens.

La mise en œuvre de cette disposition a soulevé de nombreux problèmes, qui ont été évoqués à plusieurs reprises au sein du Parlement européen.

Les E.A.M.A. n'ont pas caché leur déception. En effet, la diversité des techniques de réglementation pour les différents produits en question et les modifications fréquentes des régimes applicables ont entraîné des difficultés d'écoulement qui se sont traduites souvent par une réduction des ventes des produits des pays associés sur le marché européen ⁽¹⁾.

2. Dans les négociations, pour le renouvellement de la convention d'association, les États associés ont demandé, pour leurs produits agricoles, l'assimilation à ceux de l'agriculture européenne.

La solution finalement retenue a été la suivante : la C.E.E. réserve aux E.A.M.A., sauf exception, un régime plus favorable que le régime général concernant les pays tiers à tous les produits agricoles ou produits transformés à partir de produits agricoles faisant l'objet d'une organisation commune des marchés ou d'une réglementation spécifique, lorsque les E.A.M.A. ont un intérêt économique à l'exportation de ces produits (protocole n° 1, art. 1) ⁽²⁾. Le régime déterminé pour chaque produit, après consultation des États associés, demeure applicable en

principe jusqu'à l'expiration de la nouvelle convention ; en cas de modification, les États associés bénéficient d'un avantage comparable à celui dont ils jouissaient précédemment (protocole n° 1, art. 3).

3. Dès le 20 juin 1969, avant même la conclusion des négociations pour le renouvellement de la convention ⁽³⁾, la Communauté a communiqué aux E.A.M.A. ses intentions en ce qui concerne le contenu de la plupart des produits en question. Ces conceptions se sont concrétisées quelques semaines plus tard par les propositions de règlement contenues dans le document 97, qui font l'objet du présent rapport. Ces propositions, il convient de le noter, ont été soumises au Conseil le 25 juillet, c'est-à-dire avant même la signature de la nouvelle convention.

Viandes bovines ⁽⁴⁾

4. Dans le régime actuel, les importations en provenance des pays associés bénéficient de l'élimination du droit de douane (égal à 20 %), mais sont soumises à la totalité du prélèvement.

La proposition de règlement prévoit le maintien de la franchise tarifaire (art. 1) ⁽⁵⁾, mais introduit en plus une réduction de 50 % du prélèvement effectif sur l'importation de viande bovine congelée (art. 2), sous réserve du respect d'un prix minimum.

Le système de calcul de ce prix minimum permettrait d'appliquer aux pays associés un avantage commercial supplémentaire d'environ 3 u.c. par 100 kg.

5. Sur la base des prélèvements actuellement en vigueur, l'avantage économique résultant de la réduction de 50 % du prélèvement peut être évalué à environ 17,50 u.c. par 100 kg. L'avantage commercial étant d'environ 6 %, l'avantage total dont bénéficieraient les exportations des pays

⁽¹⁾ A l'expiration de la première convention d'association, le 31 mai 1969, les régimes en vigueur pour les produits « homologues et concurrents » des E.A.M.A. ont été prorogés par la Communauté jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention et au plus tard jusqu'au 30 juin 1970.

Il s'agit des règlements suivants :

- CEE n° 800/68 : produits transformés à base de céréales et de riz ;
- CEE n° 404/67 : riz et brisures de riz (déjà prorogé par le 884/68) ;
- CEE n° 355/67 : produits oléagineux ;
- CEE n° 866/68 : produits transformés à base de fruits et légumes ;
- CEE n° 127/67 : tapioca et chocolat.

Sur la prorogation pendant la période transitoire, voir le rapport de M. Dewulf, doc. 37 du 7 mai 1967.

⁽²⁾ Une disposition identique sera applicable, en vertu d'une décision du Conseil, à l'égard des P.T.O.M. (pays et territoires d'outre-mer associés).

⁽³⁾ Ces négociations ont pris fin le 28 juin à Luxembourg. La nouvelle convention a été signée à Yaoundé (Cameroun) le 29 juillet 1969.

⁽⁴⁾ Le principal pays intéressé est Madagascar, qui exporte annuellement vers la C.E.E. environ 2 000 t de viande congelée ainsi que des conserves et préparations de viande. La moitié de ces exportations malgaches se dirigent vers la Réunion. Parmi les autres E.A.M.A. intéressés figure notamment la Somalie (conserves).

⁽⁵⁾ La franchise tarifaire présente un intérêt particulier pour les conserves de viande, exportées notamment par Madagascar et la Somalie. N'étant pas soumises à prélèvement, les conserves de viandes des pays associés bénéficieraient d'une préférence de 26 % sur le marché communautaire.

associés serait de 56 % du montant du prélèvement sur la viande congelée.

6. Cette réduction du prélèvement permettra en réalité aux pays associés de réaliser des recettes plus élevées pour leurs exportations de viande. En effet, étant tenus au respect d'un prix minimum d'offre, ils ne bénéficieront que d'une légère préférence commerciale (6 %) par rapport aux prix en vigueur à l'intérieur de la Communauté et leurs ventes ne seront donc pas de nature à perturber, en raison de leurs prix, le marché communautaire.

Des garanties adéquates devront par ailleurs être fournies par les pays exportateurs en ce qui concerne le respect du prix minimum.

7. Le régime proposé constituant une amélioration sensible par rapport à la situation actuelle, la commission des relations avec les pays africains et malgache invite le Parlement à exprimer à ce sujet un avis favorable.

Riz et brisures de riz (1)

8. Le régime proposé pour le riz et les brisures de riz prévoit un mécanisme analogue à celui de la viande congelée. En fonction d'un prix d'offre minimum, le prélèvement serait calculé sur la base d'un prix CAF particulier (avantage économique, permettant la réalisation de prix plus élevés à l'exportation) et serait réduit ensuite d'un montant forfaitaire (avantage commercial sur le marché communautaire, pour favoriser l'écoulement des produits de ces origines).

9. Pour le riz décortiqué, le prix CAF particulier devant servir de base au calcul du prélèvement serait fixé à 17 u.c. par 100 kg et serait supérieur d'environ 2 u.c. par 100 kg au prix CAF mondial retenu pour le calcul du prélèvement imposé au tiers. Le montant du prélèvement ainsi calculé serait réduit ensuite d'un montant forfaitaire de 0,25 u.c. par 100 kg.

Pour le riz paddy, le prix CAF retenu serait fixé à 12,84 u.c. par 100 kg et la réduction forfaitaire se monterait à 0,28 u.c.

En ce qui concerne le riz blanchi, le prix CAF particulier — fixé à 21,40 u.c. par 100 kg — serait supérieur d'environ 12 u.c. par 100 kg au prix CAF mondial servant de base pour le calcul du prélèvement imposé aux pays tiers. Cet avantage économique serait assorti d'un avantage commercial de 0,45 u.c. par 100 kg.

Pour le riz semi-blanchi et pour les brisures de riz, les prix CAF seraient respectivement fixés

à 20,57 u.c. et 11,50 u.c., la réduction forfaitaire s'élevant respectivement à 0,42 et 0,25 u.c. par 100 kg.

10. Des engagements adéquats devront être pris au préalable par les pays exportateurs concernant le respect du prix minimum d'offre, afin de ne pas porter atteinte au soutien de prix accordé aux producteurs de riz européens.

La proposition de règlement prévoit également, à l'article 3, que les avantages de ce régime particulier sont suspendus en tout ou en partie dès que les importations effectuées sous ce régime ont atteint dans une année la moyenne des trois années précédentes, augmentée de 5 %. Il appartiendrait alors au Conseil de fixer le régime à appliquer pendant le reste de la période.

11. Par rapport au régime actuellement en vigueur, l'amélioration de la situation des pays associés peut être évaluée, pour les principaux produits du riz, comme suit :

	Réduction du prélèvement en %	
	Système actuel	Système proposé
Riz décortiqué	17 %	66 %
Riz blanchi (usiné)	16 %	81 %

A la lumière de ces données, la commission des relations avec les pays africains et malgache propose d'approuver sans modification la proposition de règlement.

Produits oléagineux

12. Les produits oléagineux occupent une place importante dans l'économie des E.A.M.A. notamment au Sénégal et au Niger (arachides décortiquées et huile d'arachide), au Mali (arachides), au Togo (noix de palmistes), au Cameroun (noix de palmistes), au Dahomey (huile de palmistes) et au Congo-Kinshasa (huiles de palme et de palmistes).

Le marché mondial des matières grasses est caractérisé à l'heure actuelle par l'importance croissante des sous-produits (huiles de soja et de poisson, suif, saindoux) et par la part grandissante des pays développés dans le commerce international, en raison du dynamisme des exportations de soja (U.S.A.) et de tournesol (pays de l'Est).

13. Le régime actuellement en vigueur pour les produits oléagineux des pays associés est celui de la franchise douanière à l'importation dans la C.E.E.

Les six États membres de la C.E.E. avaient par ailleurs décidé, le 25 juillet 1967, d'octroyer

(1) Les principaux pays intéressés sont Madagascar (qui exporte environ 21.000 t vers la France et la Réunion, notamment riz blanchi) et le Surinam (environ 21.000 t vers l'Allemagne et le Benelux, notamment riz décortiqué).

une aide financière spéciale de 13 millions u.c. aux oléagineux des E.A.M.A., afin d'atténuer les conséquences d'une baisse éventuelle des cours mondiaux au-dessous des prix de référence suivants : arachides 186 \$ par tonne, coprah 188 \$, palmistes 145 \$, huile de palme 225 \$. Cette aide devait couvrir 80 % de la différence entre les prix de référence et les prix effectivement pratiqués pour les matières grasses des États associés importées dans la C.E.E. ⁽¹⁾.

La décision du 25 juillet 1967 n'est toujours pas appliquée, à cause du retard survenu dans la procédure de ratification auprès de certains États membres ⁽²⁾.

14. Dans le cadre des négociations pour le renouvellement de la convention, les E.A.M.A. avaient proposé, pour la solution du problème des matières grasses,

- l'adoption d'un protocole particulier annexé à la nouvelle convention ;
- l'application automatique dans la C.E.E. d'un « montant compensatoire » sur les produits oléagineux originaires des pays tiers, dès que les pratiques de dumping et des perturbations de prix auraient été constatées et se révéleraient préjudiciables aux intérêts des E.A.M.A. ;
- la fixation à 90 % du taux d'intervention de la C.E.E. pour le soutien des oléagineux des E.A.M.A. (c'est-à-dire à 90 % de la différence entre prix de référence et le prix du marché mondial).

Ces solutions n'ayant pas été retenues, le régime des oléagineux ne relève, dans la nouvelle convention, que des dispositions générales du protocole n° 1.

15. La proposition de règlement qui fait l'objet du présent rapport reconduit pour la nouvelle période le régime de franchise douanière pour les produits oléagineux des pays associés (art. 1).

Il est prévu en outre qu'au cas où les importations en provenance de ces pays « subiraient des modifications sensibles par rapport à une situation considérée comme normale », le Conseil pourra, sur proposition de la Commission, mettre en œuvre « des mesures particulières ayant pour objet de remédier à cette situation » (art. 2).

16. La Commission des relations avec les pays africains et malgache constate avec regret que

cette proposition ne reprend qu'une partie des avantages qui étaient jusqu'à présent consentis aux E.A.M.A. En effet, le principe d'une aide financière spéciale, analogue à celle accordée en 1967, n'a pas été retenu.

Cette situation est d'autant plus regrettable qu'une préférence douanière n'existe à l'heure actuelle, dans ce domaine, que pour les huiles, les droits pour les graines et les tourteaux étant nuls ⁽³⁾. Par ailleurs, il a été décidé que, lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention d'association, la C.E.E. réduira par suspension de 9 à 6 % le droit de son tarif douanier sur l'huile de palme.

Le nouveau régime marque donc une nette régression par rapport à la situation antécédente.

17. Il convient toutefois de noter que, tandis que les mesures particulières visées au règlement 355/67 devaient être « autres que financières », le régime qui vient d'être proposé ne prévoit plus cette disposition. La Commission des Communautés pourra donc proposer au Conseil des mesures d'ordre financier, telles que celle visée à l'article 20 de la nouvelle convention de Yaoundé (aide accordée sur le fonds de réserve de 80 millions u.c. créé pour faire face à une situation exceptionnelle due, par exemple, à une chute des prix mondiaux) ⁽⁴⁾. Il est souhaitable que le plus large recours soit fait à ces possibilités d'aide.

18. Un problème d'interprétation se pose en ce qui concerne la définition des « modifications sensibles par rapport à une situation considérée comme normale ». Il appartiendra à la Commission européenne de suivre de très près l'évolution de la situation, afin d'éviter que la dégradation des cours des oléagineux ne cause un préjudice trop sensible pour l'économie des États associés.

En effet, il est peu réaliste de penser qu'un accord mondial sur les matières grasses pourra intervenir dans un prochain avenir. Dans l'attente d'un tel accord, des solutions concrètes devront être trouvées, afin d'assurer aux pays associés une certaine garantie contre la dégradation des cours des matières grasses qu'ils exportent.

19. Sous réserve de ces considérations, la commission des relations avec les pays africains et malgache propose au Parlement d'approuver cette proposition de règlement.

⁽¹⁾ J.O. n° 173 du 29 juillet 1967.

⁽²⁾ Le 29 mai 1969, lors de la 3^e réunion ministérielle de la C.E.E. et des E.A.M.A. pour le renouvellement de la convention, la Communauté a déclaré qu'elle respectera intégralement les engagements qu'elle a pris dans le cadre de cette décision et qu'elle est disposée à exécuter, avec effet rétroactif, ses engagements même au delà du 31 mai 1969, dès que les procédures parlementaires auront été achevées dans tous les États membres. Les montants prévus resteront entièrement acquis aux États intéressés, étant toutefois entendu que l'application de la décision ne pourra pas dépasser la période prévue, à savoir celle qui s'étend du 1^{er} juillet 1967 au 31 mai 1969.

⁽³⁾ Ces droits ont été consolidés au G.A.T.T.

⁽⁴⁾ Dans ce cas, il devra être tenu compte — lors de l'attribution de l'aide — de la place du ou des produits en cause dans l'économie de l'État associé intéressé ainsi que la situation économique de cet État (art. 10 du protocole n° 6 de la nouvelle convention). La C.E.E. a par ailleurs indiqué, lors des négociations en vue du renouvellement de la convention, qu'il pourrait être fait recours à cette aide non seulement dans le cas où il s'agirait de la chute du prix d'un produit de monoculture, mais également de tout produit de base pour l'économie d'un État associé.

Produits transformés à base de céréales et de riz ⁽¹⁾

20. Cette proposition de règlement reprend intégralement, pour l'essentiel, les propositions qu'à ce sujet la Commission européenne avait présentées au Conseil le 21 avril 1969 et qui ont fait l'objet du rapport de M. Armengaud du 8 mai 1969 (doc. 38/69).

Le Parlement avait alors approuvé ce règlement, sauf en ce qui concerne la fécule de manioc, pour laquelle il avait demandé l'application d'une franchise totale de prélèvement.

21. La commission des relations avec les pays africains et malgache renouvelle ce souhait et propose par conséquent de modifier dans ce sens le projet de règlement en question, sur la base des considérations contenues dans le rapport de M. Armengaud, par l'amendement suivant :

« Article 1

1. (premier alinéa inchangé)
En outre, l'élément mobile du prélèvement est diminué de 50 % pour les produits relevant des positions 07.06 B, 11.06 du tarif douanier commun ; *il est supprimé pour les produits relevant de la position 11.08 A V de ce tarif. Ce pourcentage peut être révisé ...* » (reste inchangé).

Produits transformés à base de fruits et légumes ⁽²⁾

22. La proposition de règlement vise à reconduire le régime actuellement en vigueur, qui consiste en l'exonération des droits de douane à l'importation dans la C.E.E. et en exemption du prélèvement sur les sucres divers d'addition contenus dans les préparations, conserves et jus d'ananas.

Ce texte n'appelle pas de remarque de la part de la commission des relations avec les pays africains et malgache.

Importations dans les départements français d'outre-mer de certains produits agricoles des pays associés

23. La sixième proposition de règlement constitue une innovation, aucune disposition particulière n'étant prévue jusqu'à présent en ce qui concerne les exportations traditionnelles de

Madagascar vers la Réunion et du Surinam vers les Antilles françaises, exportations qui se trouvent actuellement gênées par l'existence de prélèvements.

Aux termes de cette proposition, les exportations de viandes bovine et porcine, de maïs et de riz des pays associés à destination des départements d'outre-mer seront exonérées des prélèvements.

24. La commission des relations avec les pays africains et malgache se félicite de ces nouvelles dispositions, qui sont conformes aux vœux exprimés par les parlementaires lors de la conférence de Tananarive, en janvier 1969. La Conférence parlementaire avait en effet demandé l'adoption d'un régime particulier, s'inspirant des règles du trafic frontalier, pour les exportations de produits agricoles malgaches vers la Réunion (résolution sur le 4^e rapport annuel d'activité du Conseil d'association) ⁽³⁾.

Modification du règlement 1009/67/CEE concernant les importations aux Pays-Bas de sucre originaire du Surinam

25. Dans le cadre de la « prise en considération des intérêts des pays associés » aux termes de l'article 11 de la convention de Yaoundé (1963), plusieurs propositions avaient été faites par la Commission européenne — toujours sans succès — pour préserver les exportations traditionnelles de sucre de Madagascar vers la France et du Surinam vers les Pays-Bas.

En ce qui concerne Madagascar, une solution partielle a pu être trouvée dans le cadre de l'accord sucrier des pays de l'O.C.A.M. (Organisation commune africaine et malgache). Aucun progrès n'avait par contre été enregistré pour le Surinam.

26. Les exportations de ce pays associé s'effectuent depuis 1948 sur la base d'un contingent tarifaire de 8 000 t dans le cadre du Benelux, contingent qui avait été maintenu dans le traité de Rome en vertu du protocole, annexé au traité, concernant les pays bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans l'un des États membres. Cependant, la mise en vigueur de l'organisation commune des marchés du sucre a rendu inapplicable les dispositions de ce protocole, en raison de l'introduction du prélèvement.

27. La solution ad hoc visée par cette proposition de règlement consiste à permettre, à partir de la campagne sucrière 1970-1971, l'importation aux Pays-Bas en franchise de prélèvement de 8 000 t de sucre par campagne, à condition toutefois

⁽¹⁾ Il s'agit des racines de manioc (environ 11 000 t exportées essentiellement par Madagascar vers la France), des farines de manioc (les exportations ont pratiquement cessé depuis que le Congo-Kinshasa réserve ce produit à la couverture des besoins alimentaires de la population) et de la fécule de manioc (environ 5 000 t exportées essentiellement par le Togo vers la France).

⁽²⁾ Il s'agit pour l'essentiel des conserves d'ananas originaires de la Côte-d'Ivoire, d'une valeur d'environ 9 millions de dollars par an.

⁽³⁾ Jusqu'à l'introduction du régime de prélèvements, les exportations de Madagascar bénéficiaient d'un régime privilégié sur le marché réunionnais.

que le prix n'en soit pas inférieur au prix d'intervention communautaire (art. 1).

Afin de limiter les charges financières qui découleront de cette mesure pour le F.E.O.G.A., il est proposé de réduire simultanément le quota de base du sucre produit aux Pays-Bas de 4 000 t, c'est-à-dire de la moitié de la quantité importée en franchise de prélèvement. Ce quota de base serait ainsi porté de 550 000 à 546 000 t (art. 2).

Ce régime serait applicable jusqu'au 30 juin 1975, date de la fin de la campagne sucrière, qui coïncide d'ailleurs, à quelques mois près, avec la date d'expiration de la décision du Conseil relative à la nouvelle période de l'association avec les P.T.O.M.

28. La commission des relations avec les pays africains et malgache constate avec satisfaction qu'une solution sera ainsi apportée au problème que posait depuis des années le régime des importations dans la C.E.E. du sucre du Surinam. Elle propose au Parlement d'exprimer un avis favorable sur cette proposition de règlement.

Conclusions

29. Dans la plupart des cas, les mesures envisagées comportent des améliorations par rapport

aux régimes actuellement applicables aux produits agricoles originaires des pays associés. La commission des relations avec les pays africains et malgache propose donc au Parlement d'approuver ces propositions de règlements. En ce qui concerne toutefois les produits transformés à base de céréales et de riz, votre commission propose que l'exonération de prélèvement soit accordée à la fécule de manioc, sur la base des considérations contenues dans le rapport 38/69 de M. Armengaud.

30. La commission des relations avec les pays africains et malgache partage entièrement l'avis de la Commission européenne sur l'opportunité d'une entrée en application rapide des régimes proposés, sans attendre l'entrée en vigueur de la nouvelle convention de Yaoundé, dans tous les cas où les mesures envisagées comportent un renforcement de la préférence en faveur des pays associés.

Elle propose donc d'inviter le Conseil à donner sans délai une suite concrète à ces propositions, après consultation des États associés, afin que les nouveaux régimes d'importation puissent entrer rapidement en application, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle convention de Yaoundé ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ La base juridique d'une telle action est constituée par les dispositions du titre I de l'ancienne convention d'association qui, ayant été prorogées le 29 mai 1969, restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention et au plus tard jusqu'au 30 juin 1970.

Avis de la commission de l'agriculture sur le document 97/69

Rédacteur: M. Dewulf

La commission de l'agriculture a été chargée, le 4 août 1969, d'émettre un avis à l'intention de la commission des relations avec les pays africains et malgache, sur une série de propositions de règlements repris dans le document 97/69.

La commission de l'agriculture, lors de sa réunion du 30 septembre 1969, a désigné M. Dewulf comme rédacteur pour avis. Au cours de cette même réunion, elle a adopté à l'unanimité l'avis ci-après.

Étaient présents : MM. Richarts, président f.f., Dewulf, rédacteur, Briot, Brouwer, Borocco (suppléant M. Estève), Cointat, Klinker, Kriedemann, Mlle Lulling, MM. Müller, Radoux, Scardaccione, Vals, van der Ploeg et Zaccari.

1. La commission de l'agriculture a été chargée d'émettre un avis à l'intention de la commission des relations avec les pays africains et malgache, sur des propositions de la Commission des Communautés européennes concernant, d'une part, cinq règlements relatifs aux régimes applicables à des produits originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans la Communauté et, d'autre part, sur un règlement prévoyant des mesures dérogatoires en ce qui concerne les importations dans les départements d'outre-mer de la République française de certains produits agricoles originaires des États africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer (doc. 97/69).

I — Sur la première série de règlements

2. La commission de l'agriculture constate que ces propositions s'inscrivent dans le cadre général qui avait été tracé dans la communication de la Commission des Communautés au Conseil relative au problème du renouvellement de la convention de Yaoundé, communication qui avait rencontré un accueil favorable auprès de la commission de l'agriculture ⁽¹⁾.

3. Cette communication distinguait, au regard des produits agricoles, les produits homologues et concurrents et les produits agricoles transformés.

Quant aux produits homologues et concurrents, la Commission suggérait un système de « prix conventionnels » qui pourrait être appliqué notamment aux produits soumis à prélèvements à l'entrée dans la Communauté et aux produits soumis à des droits de douane dans la mesure où, pour ces produits, des dispositions en matière de prix seraient prévues par la politique agricole commune.

Quant aux produits agricoles transformés, il était préconisé de leur assurer, d'un côté, un avantage commercial vis-à-vis des pays tiers, identique à celui dont les États membres bénéficient entre eux (l'élément fixe du prélèvement étant ramené à zéro

ou l'importation se faisant en franchise pour les produits soumis à droit de douane) et, d'un autre, de leur appliquer un prélèvement sur le produit de base calculé en fonction du prix conventionnel déterminé pour ce produit de base.

4. La nouvelle convention ne fait plus état des « produits homologues et concurrents » mais prévoit, dans son article 2, paragraphe 2, un régime d'exception au régime général d'exemption des droits de douane à l'importation dans la Communauté des produits originaires des « pays et territoires » pour les produits :

- énumérés à la liste de l'annexe II du traité, dès lors qu'ils font l'objet d'une organisation commune de marché au sens de l'article 40 du traité ;
- soumis, à l'importation dans la Communauté, à une réglementation spécifique comme conséquence de la mise en œuvre de la politique agricole commune.

5. C'est dans l'optique de cette nouvelle convention que la Commission des Communautés européennes a soumis au Conseil une série de propositions de règlements applicables à certains produits agricoles. Deux de ces règlements, relatifs respectivement aux oléagineux et aux produits transformés à base de fruits et légumes, correspondent à une reconduction du régime institué en application de la convention de Yaoundé et la Commission propose qu'ils entrent en vigueur à la même date que la nouvelle convention.

Les trois autres, relatifs à la viande bovine, au riz et aux produits transformés à base de céréales, apportent une novation par rapport au régime instauré en application de l'ancienne convention, régime prorogé jusqu'au 31 mai 1970. C'est pourquoi la Commission souhaiterait les voir adopter rapidement par le Conseil ; la date du 1^{er} octobre figure même dans le texte des propositions. Ce faisant, ces règlements se substitueront aux règlements transitoires qui régissent actuellement ces produits.

6. La commission de l'agriculture n'a pas d'observations particulières à formuler à l'égard des propositions de règlements qui constituent une simple reconduction. A l'égard des autres, celles qui apportent une novation, elle constate qu'elles s'inscrivent dans la ligne générale qui avait été définie à l'époque par la Commission des Communautés européennes.

⁽¹⁾ Cf. avis de la commission de l'agriculture, rédacteur M. Briot, inclus dans le rapport fait au nom de la commission des relations avec les pays africains et malgache, rapporteur M. Thorn, doc. 137 du 30 septembre 1968.

Tel est le cas notamment pour le règlement relatif au riz qui fait apparaître la notion d'un « prix conventionnel », qui se situe environ à mi-chemin entre le prix de seuil et le prix du marché mondial, ainsi qu'une réduction du prélèvement soumise à la condition qu'un prix minimum d'offre soit effectivement respecté par les E.A.M.A. et les P.T.O.M. Tel est aussi le cas, encore que sous la seule forme d'un prix minimum d'offre et d'une réduction de 50 % du prélèvement complémentaire éventuel (s'ajoutant à la franchise des droits de douane) pour le règlement relatif à la viande bovine congelée.

7. La commission de l'agriculture peut donc aujourd'hui confirmer sur le plan formel l'avis favorable qu'elle avait donné hier sur le plan des principes.

8. La commission de l'agriculture note, au demeurant, que ces règlements comportent tous, sous une forme ou sous une autre, lorsqu'il s'agit de produits agricoles également obtenus sur le territoire de la Communauté, des clauses de sauvegarde. Celles-ci permettent, soit d'arrêter l'application des règlements, soit d'en revoir les modalités si les circonstances économiques viennent à se modifier sensiblement par rapport à la situation actuelle. Garantie est ainsi donnée que les intérêts de l'agriculture communautaire seront respectés dans le cadre tracé par la convention.

La commission de l'agriculture voudrait enfin faire observer que si des réticences se sont quelquefois fait jour quant à l'application des règlements pris en faveur des produits en provenance des E.A.M.A., celles-ci n'ont pas toujours trouvé leur seule origine dans les milieux agricoles. Le secteur de l'industrie alimentaire n'y est probablement pas étranger.

II — Sur le second règlement

9. L'attention a été depuis longtemps attirée sur les difficultés que pouvaient poser dans certains cas aux départements d'outre-mer de la République française leur appartenance juridique au territoire de la Communauté. La commission de l'agriculture émet donc un avis favorable également sur ce second règlement qui, selon les termes mêmes de la Commission, peut être assimilé au trafic frontalier.

10. Une dernière remarque a été présentée par la commission de l'agriculture. Elle concerne la date d'entrée en application des présents règlements qui devrait être laissée en blanc. Celle du 1^{er} octobre figurant dans la proposition est en effet, aujourd'hui, dépassée. Il reste cependant que dans l'esprit de la convention, ces règlements doivent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

ANNEXE II

Avis de la commission de l'agriculture sur le document 105/69

Commission de l'agriculture
Le vice-président

Luxembourg, le 2 octobre 1969

M. Achenbach
Président de la commission des
relations avec les pays africains
et malgache

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la commission de l'agriculture, saisie pour avis sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre a, au cours de sa réunion du 30 septembre 1969, émis un avis favorable après une présentation orale par M. Dewulf, rédacteur chargé de préparer l'avis de la commission de l'agriculture.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

(s) H. RICHARTS
Vice-président